



Aix en Provence


VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX-EN-
PROVENCE N°2013.525**

Séance publique du

23 septembre 2013

Présidence de Madame Maryse JOISSAINS MASINI,
Maire d'Aix-en-Provence
Président de la Communauté du Pays d'Aix

Accusé de réception en préfecture
A013-211300017-20130923-31807- DE-1-1_0
Date de signature : 25/09/13
Date de réception : mercredi 25 septembre 2013
 POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓ 

**OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS / CONVENTION
D'OBJECTIFS / AVENANTS AUX CONVENTIONS DE SUBVENTIONS AFFÉRENTES**

Le 23/09/13 à 18h00, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire le 17/09/2013, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents :

M. Jacques AGOPIAN, Mme Agnès AMIACH ELBEZ, Mme Charlotte BENON, Mme Odile BONTHOUX, M. Héliot BRAMI, M. Gérard BRAMOULLÉ, Mme Danièle BRUNET, M. Eric CHEVALIER, M. Jean CHORRO, Mme Chantal DAVENNE, M. François-Xavier DE PERETTI, M. Yannick DECARA, Mme Brigitte DEVESA, Mme Sylvaine DI CARO, M. Laurent DILLINGER, Mme Michelle EINAUDI, Mme Martine FENESTRAZ, M. Alexandre GALLESE, M. Jacques GARCON, M. Gérard GERACI, M. Hervé GUERRERA, M. André GUINDE, M. François HAMY, Mme Sophie JOISSAINS, Mme Maryse JOISSAINS MASINI, Mme Michèle JONES, Mme Patricia LARNAUDIE, M. Henri MATAS, M. Alexandre MEDVEDOWSKY, Mme Arlette OLLIVIER, M. Stéphane PAOLI, M. Christian PEREZ, M. Jean-Marc PERRIN, Mme Liliane PIERRON, Mme Catherine RIVET-JOLIN, Mme Danielle SANTAMARIA, Mme Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Mme Catherine SILVESTRE, Mme Fleur SKRIVAN, M. Jules SUSINI, M. Francis TAULAN, Mme Françoise TERME, M. Victor TONIN, Mme Marie José VALETA

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:

M. Lucien AMBROGIANI à M. François-Xavier DE PERETTI, Madame Odile BARBAT-BLANC à M. Yannick DECARA, Mme Dahbia BENNOUR à Mme Catherine SILVESTRE, Mme Christine BERNARD à M. Alexandre GALLESE, M. Maurice CHAZEAU à Mme Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, M. Gérard DELOCHE à M. Jules SUSINI, M. Robert FOUQUET à Mme Danièle BRUNET, M. Christian LOUIT à Mme Danielle SANTAMARIA, Mme Reine MERGER à M. Héliot BRAMI

Excusés sans pouvoir :

M. Jean-Christophe GROSSI, Mme Amaria MOHAMMEDI

Secrétaire : Yannick DECARA

M. Francis TAULAN donne lecture du rapport ci-joint.



Aix en Provence
VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE
D.G.A.S Qualité de Vie
Direction des Sports

VF/

13.03

RAPPORT POUR
LE CONSEIL MUNICIPAL
DU 23/09/13

RAPPORTEUR : M. Francis TAULAN
CO-RAPPORTEUR(S) : M. Gérard BRAMOULLÉ

Nomenclature : 7.5 Subventions

Politique Publique : 13-SOUTIEN A LA PRATIQUE DU SPORT ET INVESTISSEMENT LIE
AUX ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS / CONVENTION
D'OBJECTIFS / AVENANTS AUX CONVENTIONS DE SUBVENTIONS AFFÉRENTES -
Décision du Conseil

Mes chers Collègues,

Par le présent rapport, je vous propose d'allouer aux clubs sportifs des subventions dans le cadre :

- du fonctionnement aux clubs de loisirs, telles que présentées en annexe **1.1**
- du fonctionnement aux clubs fédéraux, telles que présentées en annexe **1.2**
- des actions contractualisées (dispositifs du Pass'sport Club et Pass'O Club), telles que présentées en annexe **1.3**
- de l'organisation de manifestations sportives organisées sur la Commune, telles que présentées en annexe **1.4**
- d'une subvention exceptionnelle liée à la participation d'un club à un événement sportif, telle que présentée en annexe **1.5**

Par ailleurs, conformément aux prescriptions de l'article VII des conventions d'objectifs qui lient la Commune et certains clubs sportifs et en application de l'article 10 de la loi 2000.321 du 12 avril 2000 et de son décret d'application 2001.495 du 06 juin 2001, il est nécessaire d'adopter des avenants aux dites conventions, tels que présentés en annexes **2 à 4**.

Enfin, en application de l'article 10 de la loi 2000.321 du 12 avril 2000, il est nécessaire d'adopter une convention d'objectifs liant la Commune d'Aix et une association sportive, telle que présentée en annexe 5.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

- **DECIDER** de l'attribution de subventions de fonctionnement aux clubs de loisirs, telles que définies en annexe 1.1 pour un montant de 2 000 € sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Commune et affectée à la ligne 924.15.6574.1547, qui présente les disponibilités suffisantes.

- **DECIDER** de l'attribution de subventions de fonctionnement aux clubs fédéraux, telles que définies en annexe 1.2 pour un montant de 47 100 € sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Commune et affectée à la ligne 924.15.6574.1548, qui présente les disponibilités suffisantes.

- **DECIDER** de l'attribution de subventions aux clubs sportifs, dans le cadre des actions contractualisées (dispositifs du Pass'sport Club et Pass'O Club), telles que définies en annexe 1.3 pour un montant de 1 945 € sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Commune et affectée à la ligne 924.15.6574.1551, qui présente les disponibilités suffisantes.

- **DECIDER** de l'attribution de subventions dans le cadre de l'organisation de manifestations sportives, telles que définies en annexe 1.4 pour un montant de 26 000 € sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Commune et affectée à la ligne 924.15.6574.1550, qui présente les disponibilités suffisantes.

- **DECIDER** de l'attribution d'une subvention exceptionnelle dans le cadre de la participation d'un club sportif à l'organisation du Tour de France 2013, telle que définie en annexe 1.5 pour un montant de 550 € sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Commune et affectée à la ligne 924.15.6748.1552, qui présente les disponibilités suffisantes.

Tous les dossiers de demandes de subventions ont été présentés le 03 septembre 2013.

- **ADOPTER** les avenants aux conventions d'objectifs afférentes tels que présentés en annexes 2 à 4

- **ADOPTER** la convention d'objectifs, telle que présentée en annexe 5.

- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué aux sports à signer ces documents.

2013.525 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS / CONVENTION D'OBJECTIFS / AVENANTS AUX CONVENTIONS DE SUBVENTIONS AFFÉRENTES

Présents et représentés	: 53
Présents	: 44
Abstentions	: 0
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 53
Pour	: 53
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

NEANT

**Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité
le rapport qui précède.**

Ont signé Maryse JOISSAINS MASINI,

Président de séance et les membres du conseil présents :

**Le Conseiller Municipal délégué,
Arlette OLLIVIER**

**Compte-rendu de la délibération affiché le : 25/09/2013
(articles L 2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)**

ANNEXE 1.1

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX CLUBS DE LOISIRS
 Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1547 : 12 200 €

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 90412	SET TENNIS	0 €	0 €	1 500 €
N° de tiers : 72417	AIX PARACHUTISME PASSION	500 €	0 €	500 €
				2 000 €

ANNEXE 1.2

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX CLUBS FEDERAUX
 Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1548 : 150 000 €

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 30062	AIX UNIVERSITE CLUB PENTATHLON	10 400 €	5 200 €	5 200 €
N° de tiers : 10385	CLUB HANDISPORT AIXOIS	46 220 €	6 000 €	41 900 €
				47 100 €

ANNEXE 1.3

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES ACTIONS CONTRACTUALISEES
DISPOSITIFS PASS'SPORT CLUB & PASS'O CLUB

Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1551 : 395 715 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Année Sportive 2011 / 2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013
N° de tiers : 30062	AIX UNIVERSITE CLUB PENTATHLON Dispositif du Pass'Sport Club	3 935 €	4 000 €	740 €
N° de tiers : 79214	ASAM KARATE Dispositif du Pass'Sport Club	1 075 €	455 €	355 €
N° de tiers : 28348	CLUB HIPPIQUE AIX-MARSEILLE Dispositif du Pass'O Club	3 155 €	0 €	850 €
				1 945 €

ANNEXE 1.4

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES MANIFESTATIONS SPORTIVES
 Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1550 : 26 000 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	OBJET	Année 2013 (proposition)
N° de tiers : 25014	AIX UNIVERSITE CLUB BADMINTON	organisation du tournoi international de badminton	4 000 €
N° de tiers : 43739	BOXING CLUB LARBI MOHAMMEDI	organisation d'un championnat du monde de boxe	20 000 €
N° de tiers : 28348	CLUB HIPPIQUE AIX-MARSEILLE	organisation du championnat du midi	2 000 €
			26 000 €

ANNEXE 1.5

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE
 Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6748.1552 : 10 000 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	OBJET	Année 2013 (proposition)
N° de tiers : 10381	AMICAL VELO CLUB AIXOIS	participation à l'organisation du Tour de France 2013	550 €
			550 €

TOTAL ANNEXES 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5

77 595 €

**AVENANT N°2
A la convention d'objectifs**

Direction Général Adjointe Des Services
Qualité de Vie
Direction Des Sports
Service Animation Sportive de la Cité

« CLUB HANDISPORT AIXOIS »

ENTRE : LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE représentée par Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux sports agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal N° du 23 septembre 2013, ci-après dénommée La Commune

D'UNE PART

ET : L'association sportive « CLUB HANDISPORT AIXOIS », immatriculée sous le numéro SIREN/SIRET : 513 046 458 00016, représentée par Monsieur Charles WEISS, son Président en exercice, dont le siège social est situé au 20, avenue Marcel Pagnol, 13090 Aix en Provence, ci-après dénommée l'Association

D'AUTRE PART

EXPOSE DES MOTIFS

Des subventions pour un montant de **48 200 €** ont été attribuées par délibérations des Conseil Municipaux N° 2013.138 du 18 mars 2013 (46 220 €) et N° 2013.202 du 29 avril 2013 (1 980 €) à l'association et ont fait l'objet de la signature d'une convention d'objectifs entre les parties signataires.

Aujourd'hui, conformément aux prescriptions de l'article VII de la convention susvisée, il convient d'allouer à cette association, une nouvelle aide financière laquelle nécessite l'approbation par le Conseil Municipal du présent avenant N°2 et son adoption par les deux parties signataires.

ARTICLE 1 : La Commune attribue à l'association une subvention d'un montant de **41 900 €**.

Cette subvention est allouée dans le cadre de la prise en charge du salaire de Mr Azzedine M'Zouri.

ARTICLE 2 : Cette subvention sera versée à l'association à compter de sa notification.

Fait à Aix en Provence, le

L'Association,

La Commune,

**AVENANT N°1
à la convention d'objectifs**

Direction Générale Adjointe Des Services
Qualité de Vie
Direction des Sports
Service de l'Animation Sportive de la Cité

« AIX UNIVERSITE CLUB BADMINTON »

ENTRE : LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE représentée par Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux Sports agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal N° 2013.du 23 septembre 2013, ci-après dénommée la Commune

D'UNE PART

ET : L'association sportive « AIX UNIVERSITE CLUB BADMINTON », immatriculée sous le numéro SIREN/SIRET : 438 640 674 00018, représentée par Monsieur Pierre MANUGUERRA, son Président en exercice, dont le siège social est situé au gymnase Louison Bobet, 20 avenue Marcel PAGNOL, 13090 AIX-EN-PROVENCE, ci-après dénommée l'Association

D'AUTRE PART

EXPOSE DES MOTIFS

Une subvention pour un montant de **22 200 €** a été attribuée par délibération N° 2013.205 du Conseil Municipal en date du 29 avril 2013 à l'association et a fait l'objet de la signature d'une convention d'objectifs entre les parties.

Aujourd'hui, conformément aux prescriptions de l'article VII de la convention susvisée, il convient d'allouer à cette association, une nouvelle aide financière laquelle nécessite l'approbation par le Conseil Municipal du présent avenant N°1 et son adoption par les deux parties signataires.

ARTICLE 1 : La Commune attribue à l'association une subvention pour un montant de **4 000 €**.

Cette subvention est allouée dans le cadre de l'organisation du 26ème tournoi international de badminton

ARTICLE 2 : Cette subvention sera versée à l'association à compter de sa notification.

Fait à Aix en Provence, le

L'Association,

La Commune,

**AVENANT N° 1
À la convention d'objectifs**

Direction Générale Adjointe Des Services
Qualité de Vie
Direction des Sports
Service Animation Sportive de la Cité

« AMICAL VELO CLUB AIXOIS »

ENTRE : LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE représentée par Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux Sports agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal N°2013. du 23 septembre 2013, ci-après dénommée la Commune

D'UNE PART

ET : L'association sportive « AMICAL VELO CLUB AIXOIS », immatriculée sous le numéro SIREN/SIRET : 382 903 912 00030, représentée par Monsieur Jean Daniel EISENBERG, son Président en exercice, dont le siège social est situé au Complexe Sportif de la Pioline, chemin Albert Guigou, 13290 Les Milles, ci-après dénommée l'Association

D'AUTRE PART

EXPOSE DES MOTIFS

Une subvention pour un montant de **87 500 €** a été attribuée par délibération N° 2013.138 du Conseil Municipal en date du 18 mars 2013 à l'association et a fait l'objet de la signature d'une convention d'objectifs entre les parties.

Aujourd'hui, conformément aux prescriptions de l'article VII de la convention susvisée, il convient d'allouer à cette association, une nouvelle aide financière laquelle nécessite l'approbation par le Conseil Municipal du présent avenant N°1 et son adoption par les deux parties signataires.

ARTICLE 1 : La Commune attribue à l'association une subvention de **550 €**.

Cette subvention exceptionnelle est allouée dans le cadre de la participation du club à l'organisation du Tour de France 2013.

ARTICLE 2 : Cette subvention sera versée à l'association à compter de sa notification.

Fait à Aix en Provence, le

L'Association,

La Commune,

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
entre
LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE
et
L'ASSOCIATION « BOXING CLUB LARBI MOHAMMEDI »

ANNEE 2013

Il est établi une convention d'objectifs entre :

La Commune d'Aix-en-Provence

ci-après désignée « la Commune », représentée par :

Madame Maryse JOISSAINS – MASINI, Maire en exercice, ou par délégation l'adjoint délégué aux sports, Mr Francis TAULAN, agissant en vertu de la délibération N°.....du Conseil municipal du 23 septembre 2013

d'une part

et

L'Association « **BOXING CLUB LARBI MOHAMMEDI** » dont le siège social est sis Centre Sportif du Deffens, 13090 Aix en Provence, N° SIREN/SIRET : **420 685 703 00027**, ci-après désignée « l'Association », représentée par : Mr LALOUM Benjamin dûment habilité par décision du Conseil d'Administration

d'autre part

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association à savoir participer au développement de la boxe.

Considérant que le programme d'actions ci-après proposé par l'association présente un intérêt public local.

Considérant les objectifs généraux de politiques publiques de la Commune d'Aix en Provence en matière de soutien à la pratique du sport et investissement lié aux équipements sportifs dans lesquels s'inscrit ce projet.

Considérant que la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 (article 10) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 concernant la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques disposent que l'autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les objectifs, projets, actions conformes à son objet social qui présentent un intérêt local et dont les contenus sont précisés ci-dessous.

La présente convention a pour objet de formaliser les conditions du subventionnement par la Commune d'Aix en Provence, des actions et projets de l'association, ci-après défini, conformes à son objet social.

ARTICLE II - MISSIONS DE L' ASSOCIATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet social :

«Organiser et promouvoir la pratique de la boxe»

Conformément à cet objet social, l'association met en œuvre différents projets ou actions à savoir :

- Organiser la participation de ses adhérents aux compétitions dans le cadre de la Fédération Française de Boxe
- Organiser des manifestations de boxe

Par la présente convention, elle s'engage à réaliser au travers de ces actions les objectifs suivants :

- Contribuer au développement de la pratique sportive à Aix en Provence, sous toutes ses formes

ARTICLE III- OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

- **Dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**

L'Association devra déposer chaque année dans les délais impartis dès le mois de septembre, un dossier complet de demande de subvention, fournir un projet d'activités et un budget prévisionnel faisant apparaître la participation de la Commune.

- **Production de documents et de justificatifs comptables pour le Contrôle administratif et financier**

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Les comptes annuels certifiés et dans le cas où l'association perçoit plus de 153 000 € de dons ou de subventions publiques, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce et la référence de leur publication au Journal Officiel.
- Le rapport d'activité

- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention :

Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

En vertu de l'arrêté du 11 octobre 2006, ce compte-rendu est constitué :

d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet et doit être annexé, d'un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet et d'une information qualitative décrivant la nature des actions et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet

- De plus, en cas de subvention d'investissement, la production des factures et des notes d'honoraires acquittées liées aux dépenses d'investissement subventionnées.

Tous ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée (trésorier)

Enfin, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration municipale dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

3 - Assurances

L'Association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité notamment une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux biens et aux personnes (tiers, adhérents) du fait de son activité.

Elle devra justifier de la validité des contrats d'assurance dans le délai d'un mois suivant la signature de la présente et pendant toute la durée de la convention, chaque année avant le 31 janvier.

4 - Engagement de l'association en terme de communication sur la participation de la Commune

Le bénéficiaire de la subvention devra faire état de la participation de la commune d'Aix-en-Provence par tout moyen autorisé par la Commune et notamment l'apposition du logo dans le cadre de la diffusion de documents d'information et/ou de communication destinés au public concernant l'opération subventionnée par la Commune,

Aucune autre subvention ne sera versée par la Commune pour les coûts relatifs à cette communication.

5 - Autres engagements

L'association s'engage à procéder à toutes les démarches visant la réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus et à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités.
- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté ministériel du 8 avril 1999) et à recourir aux services d'un commissaire aux comptes dans le cas où elle se trouve concernée par cette obligation.

- Communiquer à la Commune les conventions la liant à d'autres collectivités territoriales ou tout autre partenaire institutionnel, public ou privé.
- Informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la Commune de toute modification survenue dans la composition de son bureau ou de toutes modifications statutaires, dans un délai de 15 jours à compter de cette modification.
- Respecter la Loi 2009-526 du 12 mai 2009 qui complète l'article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui précise qu'il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la Collectivité Territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE IV- MOYENS ACCORDES PAR LA COMMUNE

La Commune s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre des missions ci-dessus liées à l'objet de l'association.

1. Subvention

a) Détermination du montant

Il convient d'allouer une subvention exceptionnelle d'un montant de **20 000 €**, dans le cadre de l'organisation d'un championnat du monde de boxe.

b) Modalités de versement

L'aide de la Commune d'Aix-en-Provence sera créditée au compte de l'Association suivant les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

un versement pourra être effectué dès approbation par le conseil municipal de cette convention après contrôle administratif et financier effectué par la commune et production des comptes, compte-rendu financiers et rapport d'activité, défini ci-dessous, effectué par la Commune.

Les versements seront effectués sur le compte de l'Association dont le RIB est versé au dossier de demande de subvention, sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées dans l'article III ci-dessus.

2. Mise à disposition des locaux

Un prêt de locaux a été consenti par la Commune à l'Association « BOXING CLUB LARBI MOHAMMEDI » pour y accueillir son équipe de professionnels, y tenir ses réunions et animations avec ses membres et partenaires (autres...)

Les locaux attribués de 271 m² sont situés à l'adresse suivante : Centre Sportif du Deffens, 13090 Aix en Provence

Une convention spécifique de mise à disposition a été mise en place par le service municipal de Gestion des Propriétés Communales.

La valeur locative sera communiquée chaque année par le service compétent et devra également figurer dans les comptes de l'association.

ARTICLE V- EVALUATION

1 - Contrôle qualitatif et quantitatif

L'association s'engage à fournir avant le terme de la convention un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions ou de l'action.

La Commune procède à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés à l'article II, et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément à [l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales](#).

La Commune pourra à tout moment demander à l'Association de participer à des réunions de suivi, diligenter des contrôles et des évaluations sur l'exécution de la présente convention.

2- Commission mixte

Il pourra être créé une commission mixte, elle sera composée d'un représentant de la commune, du président de l'Association ou d'un membre de son conseil d'administration. Cette commission se réunira au moins une fois par an.

Elle aura pour rôle de veiller à la bonne application de la présente convention et de régler tout problème ou conflit en suspens entre les parties.

Elle pourra pratiquer les suivis et évaluations nécessaires.

ARTICLE VI - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification, après signature des deux parties. Elle est conclue pour l'année 2013 soit jusqu'au 31 décembre 2013.

ARTICLE VII - AVENANT

Toute nouvelle subvention fera l'objet d'un avenant financier qui déterminera le montant, les modalités de versement et en cas de modification du montant de l'année de signature de la convention, un ajustement des objectifs fixés initialement.

Les parties conviennent et s'autorisent le droit de procéder à toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention par avenant moyennant accord préalable des deux parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Le renouvellement éventuel de cette convention ne peut se réaliser par reconduction tacite.

ARTICLE VIII- SANCTIONS ET RESILIATION

1 - Reversements et /ou indemnités

En cas de non exécution, de retard significatif, ou de modification des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Commune, celle-ci peut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement total de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

2 – Résiliation de la convention

La convention peut être résiliée de plein droit par la Commune, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une des obligations définies par les articles de la convention, sans préjudice des incidences financières définies précédemment, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association. En cas de modification statutaire, la Commune se réserve la possibilité de modifier par un avenant ou de résilier la présente convention.

ARTICLE IX – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, le

Pour l'Association
Le Président

Pour la Commune d'Aix-en-Provence,
Le Maire

Maryse JOISSAINS – MASINI
Ou par délégation l'élue déléguée
En vertu de l'arrêté N° 1376 du 01/09/2011

ANNEXE 1.1

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX CLUBS DE LOISIRS
 Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1547 : 12 200 €

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 90412	SET TENNIS	0 €	0 €	1 500 €
N° de tiers : 72417	AIX PARACHUTISME PASSION	500 €	0 €	500 €
				2 000 €

ANNEXE 1.2

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX CLUBS FEDERAUX
 Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1548 : 150 000 €

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 30062	AIX UNIVERSITE CLUB PENTATHLON	10 400 €	5 200 €	5 200 €
N° de tiers : 10385	CLUB HANDISPORT AIXOIS	46 220 €	6 000 €	41 900 €
				47 100 €

ANNEXE 1.3

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES ACTIONS CONTRACTUALISEES
DISPOSITIFS PASS'SPORT CLUB & PASS'O CLUB

Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1551 : 395 715 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Année Sportive 2011 / 2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013
N° de tiers : 30062	AIX UNIVERSITE CLUB PENTATHLON Dispositif du Pass'Sport Club	3 935 €	4 000 €	740 €
N° de tiers : 79214	ASAM KARATE Dispositif du Pass'Sport Club	1 075 €	455 €	355 €
N° de tiers : 28348	CLUB HIPPIQUE AIX-MARSEILLE Dispositif du Pass'O Club	3 155 €	0 €	850 €
				1 945 €

ANNEXE 1.4

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES MANIFESTATIONS SPORTIVES
 Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1550 : 26 000 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	OBJET	Année 2013 (proposition)
N° de tiers : 25014	AIX UNIVERSITE CLUB BADMINTON	organisation du tournoi international de badminton	4 000 €
N° de tiers : 43739	BOXING CLUB LARBI MOHAMMEDI	organisation d'un championnat du monde de boxe	20 000 €
N° de tiers : 28348	CLUB HIPPIQUE AIX-MARSEILLE	organisation du championnat du midi	2 000 €
			26 000 €

ANNEXE 1.5

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE
 Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6748.1552 : 10 000 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	OBJET	Année 2013 (proposition)
N° de tiers : 10381	AMICAL VELO CLUB AIXOIS	participation à l'organisation du Tour de France 2013	550 €
			550 €

TOTAL ANNEXES 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5

77 595 €

**AVENANT N°2
A la convention d'objectifs**

Direction Général Adjointe Des Services
Qualité de Vie
Direction Des Sports
Service Animation Sportive de la Cité

« CLUB HANDISPORT AIXOIS »

ENTRE : LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE représentée par Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux sports agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal N° du 23 septembre 2013, ci-après dénommée La Commune

D'UNE PART

ET : L'association sportive « CLUB HANDISPORT AIXOIS », immatriculée sous le numéro SIREN/SIRET : 513 046 458 00016, représentée par Monsieur Charles WEISS, son Président en exercice, dont le siège social est situé au 20, avenue Marcel Pagnol, 13090 Aix en Provence, ci-après dénommée l'Association

D'AUTRE PART

EXPOSE DES MOTIFS

Des subventions pour un montant de **48 200 €** ont été attribuées par délibérations des Conseil Municipaux N° 2013.138 du 18 mars 2013 (46 220 €) et N° 2013.202 du 29 avril 2013 (1 980 €) à l'association et ont fait l'objet de la signature d'une convention d'objectifs entre les parties signataires.

Aujourd'hui, conformément aux prescriptions de l'article VII de la convention susvisée, il convient d'allouer à cette association, une nouvelle aide financière laquelle nécessite l'approbation par le Conseil Municipal du présent avenant N°2 et son adoption par les deux parties signataires.

ARTICLE 1 : La Commune attribue à l'association une subvention d'un montant de **41 900 €**.

Cette subvention est allouée dans le cadre de la prise en charge du salaire de Mr Azzedine M'Zouri.

ARTICLE 2 : Cette subvention sera versée à l'association à compter de sa notification.

Fait à Aix en Provence, le

L'Association,

La Commune,

**AVENANT N°1
à la convention d'objectifs**

Direction Générale Adjointe Des Services
Qualité de Vie
Direction des Sports
Service de l'Animation Sportive de la Cité

« AIX UNIVERSITE CLUB BADMINTON »

ENTRE : LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE représentée par Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux Sports agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal N° 2013.du 23 septembre 2013, ci-après dénommée la Commune

D'UNE PART

ET : L'association sportive « AIX UNIVERSITE CLUB BADMINTON », immatriculée sous le numéro SIREN/SIRET : 438 640 674 00018, représentée par Monsieur Pierre MANUGUERRA, son Président en exercice, dont le siège social est situé au gymnase Louison Bobet, 20 avenue Marcel PAGNOL, 13090 AIX-EN-PROVENCE, ci-après dénommée l'Association

D'AUTRE PART

EXPOSE DES MOTIFS

Une subvention pour un montant de **22 200 €** a été attribuée par délibération N° 2013.205 du Conseil Municipal en date du 29 avril 2013 à l'association et a fait l'objet de la signature d'une convention d'objectifs entre les parties.

Aujourd'hui, conformément aux prescriptions de l'article VII de la convention susvisée, il convient d'allouer à cette association, une nouvelle aide financière laquelle nécessite l'approbation par le Conseil Municipal du présent avenant N°1 et son adoption par les deux parties signataires.

ARTICLE 1 : La Commune attribue à l'association une subvention pour un montant de **4 000 €**.

Cette subvention est allouée dans le cadre de l'organisation du 26ème tournoi international de badminton

ARTICLE 2 : Cette subvention sera versée à l'association à compter de sa notification.

Fait à Aix en Provence, le

L'Association,

La Commune,

**AVENANT N° 1
À la convention d'objectifs**

Direction Générale Adjointe Des Services
Qualité de Vie
Direction des Sports
Service Animation Sportive de la Cité

« AMICAL VELO CLUB AIXOIS »

ENTRE : LA COMMUNE D'AIX-EN-PROVENCE représentée par Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué aux Sports agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal N°2013. du 23 septembre 2013, ci-après dénommée la Commune

D'UNE PART

ET : L'association sportive « AMICAL VELO CLUB AIXOIS », immatriculée sous le numéro SIREN/SIRET : 382 903 912 00030, représentée par Monsieur Jean Daniel EISENBERG, son Président en exercice, dont le siège social est situé au Complexe Sportif de la Pioline, chemin Albert Guigou, 13290 Les Milles, ci-après dénommée l'Association

D'AUTRE PART

EXPOSE DES MOTIFS

Une subvention pour un montant de **87 500 €** a été attribuée par délibération N° 2013.138 du Conseil Municipal en date du 18 mars 2013 à l'association et a fait l'objet de la signature d'une convention d'objectifs entre les parties.

Aujourd'hui, conformément aux prescriptions de l'article VII de la convention susvisée, il convient d'allouer à cette association, une nouvelle aide financière laquelle nécessite l'approbation par le Conseil Municipal du présent avenant N°1 et son adoption par les deux parties signataires.

ARTICLE 1 : La Commune attribue à l'association une subvention de **550 €**.

Cette subvention exceptionnelle est allouée dans le cadre de la participation du club à l'organisation du Tour de France 2013.

ARTICLE 2 : Cette subvention sera versée à l'association à compter de sa notification.

Fait à Aix en Provence, le

L'Association,

La Commune,

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
entre
LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE
et
L'ASSOCIATION « BOXING CLUB LARBI MOHAMMEDI »

ANNEE 2013

Il est établi une convention d'objectifs entre :

La Commune d'Aix-en-Provence

ci-après désignée « la Commune », représentée par :

Madame Maryse JOISSAINS – MASINI, Maire en exercice, ou par délégation l'adjoint délégué aux sports, Mr Francis TAULAN, agissant en vertu de la délibération N°.....du Conseil municipal du 23 septembre 2013

d'une part

et

L'Association « **BOXING CLUB LARBI MOHAMMEDI** » dont le siège social est sis Centre Sportif du Deffens, 13090 Aix en Provence, N° SIREN/SIRET : **420 685 703 00027**, ci-après désignée « l'Association », représentée par : Mr LALOUM Benjamin dûment habilité par décision du Conseil d'Administration

d'autre part

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association à savoir participer au développement de la boxe.

Considérant que le programme d'actions ci-après proposé par l'association présente un intérêt public local.

Considérant les objectifs généraux de politiques publiques de la Commune d'Aix en Provence en matière de soutien à la pratique du sport et investissement lié aux équipements sportifs dans lesquels s'inscrit ce projet.

Considérant que la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 (article 10) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 concernant la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques disposent que l'autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les objectifs, projets, actions conformes à son objet social qui présentent un intérêt local et dont les contenus sont précisés ci-dessous.

La présente convention a pour objet de formaliser les conditions du subventionnement par la Commune d'Aix en Provence, des actions et projets de l'association, ci-après défini, conformes à son objet social.

ARTICLE II - MISSIONS DE L' ASSOCIATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet social :

«Organiser et promouvoir la pratique de la boxe»

Conformément à cet objet social, l'association met en œuvre différents projets ou actions à savoir :

- Organiser la participation de ses adhérents aux compétitions dans le cadre de la Fédération Française de Boxe
- Organiser des manifestations de boxe

Par la présente convention, elle s'engage à réaliser au travers de ces actions les objectifs suivants :

- Contribuer au développement de la pratique sportive à Aix en Provence, sous toutes ses formes

ARTICLE III- OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

- **Dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**

L'Association devra déposer chaque année dans les délais impartis dès le mois de septembre, un dossier complet de demande de subvention, fournir un projet d'activités et un budget prévisionnel faisant apparaître la participation de la Commune.

- **Production de documents et de justificatifs comptables pour le Contrôle administratif et financier**

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Les comptes annuels certifiés et dans le cas où l'association perçoit plus de 153 000 € de dons ou de subventions publiques, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce et la référence de leur publication au Journal Officiel.
- Le rapport d'activité

- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention :

Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

En vertu de l'arrêté du 11 octobre 2006, ce compte-rendu est constitué :

d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet et doit être annexé, d'un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet et d'une information qualitative décrivant la nature des actions et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet

- De plus, en cas de subvention d'investissement, la production des factures et des notes d'honoraires acquittées liées aux dépenses d'investissement subventionnées.

Tous ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée (trésorier)

Enfin, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration municipale dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

3 - Assurances

L'Association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité notamment une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux biens et aux personnes (tiers, adhérents) du fait de son activité.

Elle devra justifier de la validité des contrats d'assurance dans le délai d'un mois suivant la signature de la présente et pendant toute la durée de la convention, chaque année avant le 31 janvier.

4 - Engagement de l'association en terme de communication sur la participation de la Commune

Le bénéficiaire de la subvention devra faire état de la participation de la commune d'Aix-en-Provence par tout moyen autorisé par la Commune et notamment l'apposition du logo dans le cadre de la diffusion de documents d'information et/ou de communication destinés au public concernant l'opération subventionnée par la Commune,

Aucune autre subvention ne sera versée par la Commune pour les coûts relatifs à cette communication.

5 - Autres engagements

L'association s'engage à procéder à toutes les démarches visant la réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus et à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités.
- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté ministériel du 8 avril 1999) et à recourir aux services d'un commissaire aux comptes dans le cas où elle se trouve concernée par cette obligation.

- Communiquer à la Commune les conventions la liant à d'autres collectivités territoriales ou tout autre partenaire institutionnel, public ou privé.
- Informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la Commune de toute modification survenue dans la composition de son bureau ou de toutes modifications statutaires, dans un délai de 15 jours à compter de cette modification.
- Respecter la Loi 2009-526 du 12 mai 2009 qui complète l'article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui précise qu'il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la Collectivité Territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE IV- MOYENS ACCORDES PAR LA COMMUNE

La Commune s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre des missions ci-dessus liées à l'objet de l'association.

1. Subvention

a) Détermination du montant

Il convient d'allouer une subvention exceptionnelle d'un montant de **20 000 €**, dans le cadre de l'organisation d'un championnat du monde de boxe.

b) Modalités de versement

L'aide de la Commune d'Aix-en-Provence sera créditée au compte de l'Association suivant les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

un versement pourra être effectué dès approbation par le conseil municipal de cette convention après contrôle administratif et financier effectué par la commune et production des comptes, compte-rendu financiers et rapport d'activité, défini ci-dessous, effectué par la Commune.

Les versements seront effectués sur le compte de l'Association dont le RIB est versé au dossier de demande de subvention, sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées dans l'article III ci-dessus.

2. Mise à disposition des locaux

Un prêt de locaux a été consenti par la Commune à l'Association « BOXING CLUB LARBI MOHAMMEDI » pour y accueillir son équipe de professionnels, y tenir ses réunions et animations avec ses membres et partenaires (autres...)

Les locaux attribués de 271 m² sont situés à l'adresse suivante : Centre Sportif du Deffens, 13090 Aix en Provence

Une convention spécifique de mise à disposition a été mise en place par le service municipal de Gestion des Propriétés Communales.

La valeur locative sera communiquée chaque année par le service compétent et devra également figurer dans les comptes de l'association.

ARTICLE V- EVALUATION

1 - Contrôle qualitatif et quantitatif

L'association s'engage à fournir avant le terme de la convention un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions ou de l'action.

La Commune procède à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés à l'article II, et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément à [l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales](#).

La Commune pourra à tout moment demander à l'Association de participer à des réunions de suivi, diligenter des contrôles et des évaluations sur l'exécution de la présente convention.

2- Commission mixte

Il pourra être créé une commission mixte, elle sera composée d'un représentant de la commune, du président de l'Association ou d'un membre de son conseil d'administration. Cette commission se réunira au moins une fois par an.

Elle aura pour rôle de veiller à la bonne application de la présente convention et de régler tout problème ou conflit en suspens entre les parties.

Elle pourra pratiquer les suivis et évaluations nécessaires.

ARTICLE VI - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification, après signature des deux parties. Elle est conclue pour l'année 2013 soit jusqu'au 31 décembre 2013.

ARTICLE VII - AVENANT

Toute nouvelle subvention fera l'objet d'un avenant financier qui déterminera le montant, les modalités de versement et en cas de modification du montant de l'année de signature de la convention, un ajustement des objectifs fixés initialement.

Les parties conviennent et s'autorisent le droit de procéder à toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention par avenant moyennant accord préalable des deux parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Le renouvellement éventuel de cette convention ne peut se réaliser par reconduction tacite.

ARTICLE VIII- SANCTIONS ET RESILIATION

1 - Reversements et /ou indemnités

En cas de non exécution, de retard significatif, ou de modification des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Commune, celle-ci peut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement total de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

2 – Résiliation de la convention

La convention peut être résiliée de plein droit par la Commune, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une des obligations définies par les articles de la convention, sans préjudice des incidences financières définies précédemment, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association. En cas de modification statutaire, la Commune se réserve la possibilité de modifier par un avenant ou de résilier la présente convention.

ARTICLE IX – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, le

Pour l'Association
Le Président

Pour la Commune d'Aix-en-Provence,
Le Maire

Maryse JOISSAINS – MASINI
Ou par délégation l'élu délégué
En vertu de l'arrêté N° 1376 du 01/09/2011